

International

À MUNICH, J.D. VANCE ROMPT AVEC L'EUROPE ET LES VALEURS DÉMOCRATIQUES

Ludivine Gilli

28/04/2025

Le discours du vice-président des États-Unis J.D. Vance à la Conférence annuelle de Munich sur la sécurité en février dernier constitue une étape supplémentaire dans la dérive illibérale qu'incarne l'administration Trump II. Son discours est une illustration de cette rhétorique « trumpienne », basée sur le mensonge, l'approximation et l'agressivité. Les thèmes principaux abordés par Vance – la liberté d'expression, l'immigration et la volonté du peuple – constituent une déclinaison de cette charge brutale orchestrée contre la démocratie et l'État de droit. Ludivine Gilli, directrice de l'Observatoire de l'Amérique du Nord de la Fondation, en fait ici l'analyse.

Le 14 février 2025, le vice-président des États-Unis était attendu à la Conférence de Munich sur la sécurité (MSC) pour clarifier la position de l'administration Trump concernant la guerre en Ukraine. Au lieu de cela, il a dédié son discours à un sermon de dix-neuf minutes contre les démocraties libérales européennes et a déployé une vision alternative de la démocratie. En se basant sur de fausses informations, il a mis en évidence de prétendus errements européens dans trois domaines principaux : la démocratie, la liberté d'expression et la maîtrise des flux migratoires. Au cœur de son propos, un message : l'Europe tournerait le dos à la démocratie parce que ses élites refuseraient de satisfaire la volonté de leur peuple. Les multiples attaques dirigées au fil du texte contre la mise en œuvre européenne des principes démocratiques apparaissent comme autant d'exemples de mauvaise foi, mais sont en fait des marques du logiciel réactionnaire utilisé par J.D. Vance, qui entend retourner contre le système libéral ses propres normes et pratiques.

Une argumentation pétrie de fausses informations et de mauvaise foi

Le 15 septembre 2024, pendant la campagne présidentielle, J.D. Vance expliquait à la journaliste Dana Bash sur CNN : « si je dois créer des histoires pour que les médias américains s'intéressent à

la souffrance du peuple américain, eh bien c'est ce que je ferai¹ ». Il se justifiait ainsi de propager des mensonges concernant les habitants d'origine haïtienne de Springfield, dans l'Ohio (accusés de manger des animaux domestiques), en dépit des démentis et des appels répétés des autorités locales à cesser de les colporter².

À Munich, il a suivi ses propres conseils. Tout au long de son discours, J.D. Vance a répété des affirmations basées sur des approximations, des informations déformées, présentées dans un contexte trompeur, voire totalement fausses. Au total, plus de vingt affirmations de cet ordre dans son allocution, portant sur des sujets aussi variés que l'existence de prétendus « crimes de pensée » en Écosse, les « vagues soupçons » d'ingérence étrangère dans l'élection présidentielle roumaine, ou l'origine de la pandémie de Covid-19 (une « vérité évidente »).

Le *modus operandi* est identique sur les trois sujets principaux qu'il aborde. Sur chacun, il présente des exemples précis, mais faux ou trompeurs, qu'il généralise ensuite comme autant de symptômes de la décadence des démocraties européennes.

La leçon de morale du vice-président repose par ailleurs sur une hypocrisie constante, car les méfaits reprochés aux Européens par J.D. Vance, par exemple concernant les entraves à la liberté d'expression, la contestation des élections ou encore le refus de respecter la volonté du peuple, sont pour beaucoup des pratiques mises en œuvre par l'administration de Donald Trump depuis le 20 janvier 2025. Vance ne cesse de se réclamer de libertés actuellement bafouées aux États-Unis pour reprocher aux Européens de ne pas les défendre. En cela, son discours est un véritable sermon d'hypocrite. Cependant, ce qui apparaît comme hypocrite et incohérent en adoptant le référentiel des Lumières, qui valorise la défense des droits et des libertés, retrouve une cohérence si l'on adopte une lecture réactionnaire, selon laquelle la loyauté au projet politique ethno-nationaliste prime sur les principes démocratiques et libéraux, voire sur la démocratie elle-même. Dans ce projet politique, que porte Vance, les droits et libertés ne sont pas universels et leur mise en œuvre n'est donc pas envisagée selon les mêmes critères. Il ne s'agit pas de « la démocratie », mais de la démocratie de qui ? Pour qui ? De la volonté de qui ? De la liberté de qui ? Pour quoi faire ?

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Vance en héritier du maccarthysme

Le vice-président plante le décor très rapidement. Il se sait attendu sur la politique étrangère étatsunienne, mais ne la mentionne que pour opposer les menaces extérieures à « la menace qui [l']inquiète le plus concernant l'Europe », qui est « la menace de l'intérieur » (*the threat from within*). Le choix des mots n'est pas anodin. À l'instar de Donald Trump³ J.D. Vance convoque ici le fantôme de Joe McCarthy, qui déclarait le 9 février 1950 dans le discours fondateur du maccarthysme que « la destruction d'une grande démocratie ne viendra pas d'ennemis extérieurs mais plutôt d'ennemis de l'intérieur⁴ ». La chasse aux communistes qui s'est intensifiée après ce discours a abouti entre 1946 et 1956 à la conduite d'enquêtes sur plus de 13 millions d'Étatsuniens, à l'élaboration de listes noires, au renvoi de milliers de fonctionnaires et à la démission de milliers d'autres⁵.

Les mesures prises aux États-Unis depuis le 20 janvier 2025 n'ont pas atteint cette ampleur, mais il est difficile de ne pas songer à dresser un parallèle, par exemple lorsque des milliers de fonctionnaires à travers les ministères et agences fédérales sont mis en congé ou relevés de leurs fonctions, car ils travaillent sur les sujets de diversité, équité et inclusion (DEI), lorsque Donald Trump renvoie les membres du conseil d'administration du Kennedy Center⁶ nommés par Joe Biden, s'en fait nommer président et promet « fini les *drag shows*, et autre propagande anti-américaine⁷ », ou encore lorsqu'il signe un décret présidentiel dans lequel il mandate son vice-président pour « éliminer toute idéologie inappropriée, source de division ou anti-américaine du Smithsonian et de ses musées, centres de recherche, centres éducatifs et le Zoo national⁸ ». Chacun de ces exemples rappelle les grandes heures de la chasse aux sorcières et de la célèbre Commission sur les activités anti-américaines (House Un-American Activities Committee – HUAC) de la Chambre des représentants, qui déterminait et sanctionnait ce qui était jugé non-américain.

Il est troublant de voir J.D. Vance convoquer cet héritage dès le début de son discours. C'est également paradoxal, car il enchaîne en évoquant les valeurs partagées par l'Europe et les États-Unis, *a priori* à l'opposé du maccarthysme. En fait, cette entrée en matière est révélatrice du prisme de lecture qui guide l'ensemble de son allocution. Les valeurs auxquelles le vice-président fait référence ne sont pas celles des Lumières, mais les « racines judéo-chrétiennes » du Vieux Continent et les valeurs conservatrices qui s'y rattachent.

La liberté d'expression menacée par les élites européennes

Alors que les médias et les opposants sont la cible d'intimidations de la part de l'administration Trump, la liberté d'expression occupe une place centrale dans le discours. Elle est principalement

évoquée en creux, à travers de multiples accusations de censure adressées aux Européens : Vance utilise à deux reprises seulement « liberté d'expression », mais à cinq reprises la notion de censure. Il évoque également les personnes « réduites au silence ».

Il critique les Européens sur la base d'une série d'exemples pris en Allemagne, en Suède, en Angleterre et en Écosse, qui seraient choquants s'ils n'étaient pas faux, approximatifs ou sortis de leur contexte, comme l'ont démontré plusieurs analyses de son discours⁹.

Vance cible à plusieurs reprises l'Union européenne (UE). Il évoque notamment sans le nommer le *Digital Services Act* (DSA), cible récurrente des Gafam, car ce règlement européen encadre leurs activités. Les grandes plateformes – aujourd'hui appuyées par l'administration Trump – décrivent la volonté européenne de protéger le public face à la multiplication sur Internet de contenus haineux, de désinformation, de publicités ciblées, de contrefaçons et autres abus divers, comme de la censure. Vance égratigne au passage les Commissaires européens, qu'il qualifie de « Commissars », en référence aux Commissaires politiques soviétiques. Il évoque l'intention de ces « Commissars » « de couper l'accès aux réseaux sociaux en période de troubles », en se basant sur une déformation de propos tenus par Thierry Breton en août 2023¹⁰. C'est l'une des deux références aux excès soviétiques de la guerre froide présentes dans le discours. Vance puise ainsi dans le passé pour mettre en garde contre de prétendues dérives actuelles, mais il est sélectif dans son choix de régimes totalitaires, car il ne mentionne pas le nazisme ni le fascisme. C'est un indice supplémentaire du prisme d'analyse qu'il utilise, selon lequel toutes les libertés ne se valent pas et toutes les atteintes à ces libertés non plus.

Vance consacre de longs développements aux prétendues atteintes aux libertés religieuses, avec donc des exemples pris en Suède, en Angleterre et en Écosse. Le premier exemple concerne un réfugié irakien condamné pour « incitation à la haine » après avoir brûlé des corans¹¹. Le deuxième exemple fait référence à un Anglais condamné pour avoir enfreint la loi sur les « zones tampons » créées à proximité des cliniques pratiquant des avortements. Le troisième exemple concerne le même type de zones, constituées en Écosse à proximité des cliniques pratiquant des avortements.

Concernant ce dernier exemple, Vance convoque George Orwell dans son argumentation. Il explique de manière erronée que « le gouvernement écossais a commencé à distribuer des lettres aux citoyens habitant à l'intérieur de ces "zones d'accès sécurisé", les avertissant que même le fait de prier en privé, à leur domicile, pourrait constituer une infraction à la loi ». Si des lettres ont bien été distribuées, leur objet était d'informer les administrés de la mise en place de ces zones et de leur raison d'être¹². Vance poursuit en affirmant que « bien entendu, le gouvernement incitait les destinataires à dénoncer tout concitoyen suspecté de « crime de pensée » ». Le « crime de

pensée » (*thoughtcrime*¹³) est une expression créée par Orwell dans 1984. Dans l'ouvrage, ce crime revêt une telle importance qu'il a sa propre police : la Police de la pensée (*Thought Police*). Cette référence est particulièrement notable dans le contexte de purge de la langue, de l'Histoire et de la science en cours aux États-Unis. Désormais, l'usage de certains mots est « déconseillé » aux fonctionnaires¹⁴, et la présence de dizaines de termes tels que « biais », « femme », « inégalité », « discrimination » ou encore « hésitation » conduit à la suspension ou à l'annulation du financement de projets de recherche¹⁵ ainsi qu'au retrait de milliers de pages des sites internet fédéraux¹⁶, dès lors que ceux-ci concernent la diversité, les discriminations, la justice et les inégalités sociales, le genre, l'environnement, la santé, le handicap, et bien d'autres domaines encore. Vance invoque donc dans son discours le crime de pensée, alors même qu'une vaste offensive destinée à entraver la pensée est à l'œuvre à l'initiative de l'administration dont il fait partie¹⁷.

De la même manière, il est paradoxal d'entendre Vance proclamer : « sous la direction de Donald Trump, même si nous sommes en désaccord avec vos opinions, nous nous battons pour défendre votre droit à les exprimer dans l'espace public ». Car parallèlement à cette défense rhétorique de la liberté d'expression, la même administration Trump procède à l'arrestation d'étudiants qui ont participé de manière pacifique à des manifestations pro-palestiniennes au printemps précédent, ou restreint l'accès à la Maison-Blanche de l'agence Associated Press (AP), car elle refuse de rebaptiser le Golfe du Mexique « Gulf of America ». La liberté d'expression n'est donc pas aussi absolue en pratique dans les États-Unis de Donald Trump qu'elle l'est en théorie dans les paroles de J.D. Vance.

Lutter contre une immigration « hors de contrôle »

La deuxième thématique majeure abordée par J.D. Vance dans son discours est celle de l'immigration, qui est selon lui le défi le plus urgent auquel les nations européennes font face. À ce sujet, il déploie une rhétorique bien rodée qui repose sur deux éléments principaux : l'existence d'une vague migratoire sans précédent et le lien entre cette immigration et l'insécurité.

Sur le premier point, Vance dresse un tableau angoissant, évoquant successivement la « migration de masse », « l'ouverture des vannes à des millions d'immigrants aux antécédents non vérifiés » (*unvetted immigrants*), ou encore l'immigration « hors de contrôle ». Ce registre fait écho à celui de « l'invasion » dont seraient victimes les États-Unis, qui a été largement mobilisé pendant la campagne mais aussi depuis le 20 janvier, avec la signature par Donald Trump dès cette date d'un décret présidentiel intitulé « Protéger le peuple américain contre l'invasion¹⁸ ». Vance note que le nombre d'immigrants extérieurs à l'UE a doublé entre 2021 et 2022, **ce qui est avéré**. Il oublie cependant de préciser, comme le souligne *Le Monde*, que « les pays de l'UE ont accueilli plus de 1,8

million de ressortissants ukrainiens après l'invasion russe (contre 100 000 l'année précédente), ce qui explique environ deux tiers de la hausse¹⁹ » et change le contexte.

Sur le second point, Vance établit un lien direct entre l'immigration et l'attaque terroriste survenue à Munich le 13 février 2025²⁰. « Hier, dans cette ville, » affirme Vance, « nous avons vu l'horreur que provoquent ces décisions. [...] C'est une histoire tragique, une histoire que nous avons trop souvent entendue en Europe et, malheureusement, aux États-Unis aussi : un demandeur d'asile, souvent un jeune homme dans la vingtaine, déjà connu des services de police, fonce sur une foule avec sa voiture et brise une communauté. » Pourtant, si l'on en croit les chiffres officiels européens relayés par le *Guardian*²¹, les attaques terroristes perpétrées sur le territoire de l'UE ont très majoritairement été le fait de séparatistes, pas de terroristes issus de l'immigration, de la même manière que la corrélation entre immigration et criminalité affirmée à de nombreuses reprises pendant la campagne électorale étatsunienne de 2024 est illusoire²².

Vance n'évoque pas dans son discours les « illégaux » (*illegal immigrants*), qui sont au cœur de la rhétorique du président et de son administration et sont présentés comme indésirables avant tout parce qu'ils sont entrés illégalement dans le pays²³. À Munich, le vice-président présente l'immigration elle-même comme indésirable et non souhaitée par les Européens, qui doivent selon lui pouvoir décider « qui a le droit de faire partie de notre société commune », qui appartient à notre « civilisation commune ». C'est une manière d'indiquer que la condition pour être accepté au sein de « nos » sociétés est de partager les mêmes valeurs, la même culture, et d'appartenir à la même civilisation, selon un modèle nativiste²⁴ qui refuse le brassage des populations et estime que les immigrants diluent l'essence du peuple et de la nation. Cela est paradoxal venant d'un homme qui a épousé la fille d'immigrés indiens, avec laquelle il élève trois enfants. Mais finalement, l'immigration elle-même n'est pas le cœur du message de J.D. Vance. Elle est un prétexte pour dénoncer l'incapacité des dirigeants européens à respecter la volonté du peuple de manière bien plus large. Et c'est cela le grand travers dénoncé dans ce discours.

Démocratie et volonté du peuple : quelle démocratie ? Quel peuple ?

La dernière partie du discours de J.D. Vance s'attache à dénoncer la trahison des dirigeants européens envers leur population, et ce faisant, envers la démocratie, car il y a pour lui identité entre démocratie et respect de la volonté du peuple. C'est aux côtés de la liberté d'expression le sujet le plus présent dans son discours, et c'est par celui-ci qu'il conclut. Pour ce faire, il déploie – à nouveau sur la base d'informations largement fausses ou déformées – un raisonnement qui n'est

pas ancré dans la même lecture des droits et libertés que celle en vigueur dans les démocraties libérales. Il n'aboutit donc pas aux mêmes conclusions.

Le respect du résultat des élections est au cœur de son argumentation. Il revient à sept reprises sur le déni de démocratie que constitue l'annulation d'élections, l'évoquant de manière générale ou à travers l'exemple de l'élection présidentielle roumaine de l'automne 2024²⁵. J.D. Vance semble oublier le fait que Donald Trump a tenté de renverser le résultat de l'élection présidentielle de 2020 aux États-Unis, qu'il menaçait de contester le résultat à nouveau en 2024 en cas de défaite²⁶, et que lui-même, J.D. Vance, a refusé de reconnaître publiquement que Donald Trump avait perdu en 2020²⁷. Le vice-président n'est donc pas le mieux placé pour donner des leçons à ce sujet.

J.D. Vance s'appuie par ailleurs sur des arguments spécieux pour reprocher à la Roumanie, à l'Europe et à ses tribunaux l'annulation de l'élection. Il balaie d'un revers de main l'ingérence étrangère pourtant confirmée, évoquant de « vagues soupçons » (*flimsy suspicions*) et minorant les sommes impliquées dans cette manœuvre²⁸. Il conclut que si la tentative d'ingérence a réussi, c'est parce que la démocratie roumaine n'était pas très solide. C'est à la fois traiter la démocratie avec beaucoup de désinvolture et relativiser l'impact de la désinformation sur les sociétés et la vie démocratique, qui est pourtant avéré et qui est sérieux²⁹. Les tentatives actuelles de manipulation de l'opinion constituent un réel défi pour les démocraties, *a fortiori* quand elles sont l'œuvre d'acteurs étrangers agissant pour défendre les intérêts de leur pays.

Notons que J.D. Vance tient un double discours sur l'ingérence étrangère. D'une part, il explique que cette pratique est condamnable, déclarant : « vous pouvez penser que la Russie ne devrait pas acheter des publicités sur les réseaux sociaux pour influencer vos élections. C'est bien ce que nous pensons³⁰ ». Si telle est la position de l'administration, pourquoi alors a-t-elle démantelé la Foreign Influence Task Force (FITF) du FBI qui visait précisément à prévenir ce type d'influences³¹ ? Probablement parce que, d'autre part, le vice-président nie que le fait d'exprimer des opinions soit de l'ingérence, « même lorsque des gens expriment leur opinion de l'étranger, et même lorsque ces personnes sont très influentes³² ». Il fait ici référence à l'ingérence d'Elon Musk dans les élections législatives allemandes quelques jours auparavant. Une nouvelle fois, Vance relativise l'impact de certaines actions d'ingérence. Il va jusqu'à comparer, de manière provocatrice, le pouvoir d'influence d'Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, aux commandes de l'un des principaux réseaux sociaux de la planète, qui a injecté 277 millions de dollars dans la campagne électorale de Donald Trump³³, à l'influence de Greta Thunberg. En matière d'ingérence, J.D. Vance lui-même s'est d'ailleurs autorisé, juste après avoir sermonné les Européens à la MSC, à rencontrer Alice Weidel, dirigeante du parti d'extrême droite allemand AfD, en pleine campagne électorale, trois semaines après l'apparition de Elon Musk à un meeting de campagne de celle-ci.

Ce hiatus entre la parole et les actes traduit surtout le fait que, pour J.D. Vance, l'ingérence étrangère n'est pas un problème lorsqu'elle correspond aux valeurs qu'il défend, mais que la réciproque n'est pas vraie. Il en va de même sur le plan intérieur : l'enseignement de la Bible et des Dix Commandements dans les écoles publiques est ainsi présenté comme indispensable à la compréhension de l'histoire du pays, tandis que l'enseignement de l'histoire dans toutes ses dimensions, y compris les pages sombres que sont l'esclavage, la ségrégation raciale et les discriminations, est dénoncé comme de l'endoctrinement « woke » anti-américain³⁴. Ce sont les mêmes principes qui conduisent à exiger le retrait de livres des bibliothèques³⁵, jusqu'à celle de la Naval Academy³⁶, à réécrire l'histoire ou à supprimer des centaines de programmes de recherche. Derrière ce double standard apparent, la cohérence intellectuelle se trouve dans le projet politique qui guide le jugement et les valeurs qui sous-tendent celui-ci.

L'argument central de J.D. Vance dans sa critique de l'annulation de l'élection présidentielle roumaine est cependant ailleurs : il explique qu'il s'agit d'un rejet de la volonté du peuple. Son discours revient à plusieurs reprises sur la notion même de volonté du peuple, la nécessité de la laisser s'exprimer et de la prendre en compte, de ne pas en avoir peur, même si l'on n'est pas d'accord.

Pourtant, alors que le vice-président insiste sur la nécessité d'accepter la volonté du peuple et l'impératif de ne pas « exclure des gens du processus politique »³⁷, le passé récent et l'actualité fournissent de nombreux exemples de tentatives des républicains pour retirer leurs opposants des listes électorales, rendre leur inscription plus difficile, empêcher leurs votes d'être pris en compte, le plus souvent avec à l'appui des arguments maintes fois démentis de supposée fraude électorale³⁸.

J.D. Vance insiste également sur le fait que « chaque citoyen a de la sagesse et a une voix » (« *each of our citizens has wisdom and has a voice* »). Et pourtant, là encore, le système électoral étatsunien fournit de nombreuses illustrations qui démentent la capacité de chaque citoyen à peser de la même manière, voire à peser tout court dans le processus électoral. On peut souligner pêle-mêle que deux des sept dernières élections présidentielles ont été remportées par un candidat qui a obtenu moins de voix que son adversaire, que depuis 2000 les démocrates n'ont jamais cumulé moins de voix que les républicains au Sénat et qu'ils se sont pourtant trouvés dans la minorité plus de la moitié du temps sur cette période, y compris actuellement. Ajoutons que les citoyens de tous les États ne sont pas aussi bien représentés à la chambre haute, qui a notamment pour fonction cruciale de confirmer les nominations des juges fédéraux : à raison de deux sénateurs par État, un sénateur de Californie représente 19,7 millions d'habitants, tandis qu'un sénateur du Wyoming (État le moins peuplé) en représente 293 000. Quant aux habitants de la capitale, au nombre de 702 000,

ils n'ont aucun représentant au Sénat. S'ils disposent d'une voix, comment peut-elle s'exprimer dans ces circonstances ?

En fait, pour J.D. Vance, de la même manière que la liberté d'expression, la volonté du peuple doit être écoutée et respectée quand elle correspond à ses convictions personnelles. Dans le cas contraire, elle est écartée arbitrairement comme n'étant pas valide ou pas représentative, même lorsqu'elle émane de la majorité de la population.

À Munich, le vice-président des États-Unis a livré aux Européens, dans un discours moralisateur, la vision de la démocratie, des libertés et de la société que son pays défend aujourd'hui. Les apparentes erreurs et incohérences qui parcourent l'ensemble du discours n'en sont que si ce discours est lu au prisme de la logique des Lumières. Mais J.D. Vance ne parle le langage des droits et des libertés que de manière instrumentale, pour en retourner les principes contre le système libéral. Les erreurs sont volontaires, les contradictions sont assumées. Dans ce logiciel, la loyauté à la vision politique réactionnaire prime sur la défense des droits et des libertés. C'est une vision développée par des idéologues chrétiens nationalistes qui se définissent eux-mêmes comme post-libéraux et qui officient actuellement dans l'entourage proche de Donald Trump. Leur société rêvée est un État-nation souverain et culturellement homogène, fondé sur des valeurs morales profondément réactionnaires. Il s'agit d'une société où les règles sont faites par et pour les dominants historiques et où les marqueurs identitaires de ces dominants (blancs, chrétiens et masculins) doivent être défendus et valorisés face à des minorités en nombre croissant, qui pourraient venir les inquiéter. Cette société se réfère volontiers aux pensées contre-révolutionnaires qui conçoivent une minorité dirigeante pour le bien de tous. Elle rejette l'immigration et le brassage culturel qui l'accompagne. Elle vise un retour à un ordre social « naturel » au sein duquel les normes culturelles, familiales et sexuelles correspondent à un schéma traditionnel, aux antipodes des valeurs des démocraties libérales, vues comme destructrices de l'ordre social³⁹.

À travers ce discours, J.D. Vance propose aux Européens de tourner le dos à la décadence et au « suicide civilisationnel » et de restaurer la grande civilisation occidentale chrétienne. Il affiche clairement le soutien des États-Unis aux partis européens d'extrême droite et leur signifie, en forme de bras tendu, qu'il partage leurs valeurs. Il marque aussi la rupture avec la posture scandée par John F. Kennedy, qui déclamait dans son discours d'investiture de 1961 : « Mes chers concitoyens du monde : ne demandez pas ce que l'Amérique peut faire pour vous, mais ce qu'ensemble nous pouvons faire pour la liberté de l'Homme⁴⁰ ». En réponse, J.D. Vance lance une déclaration qui tombe comme un couperet : « L'Amérique ne peut rien faire pour vous, et il n'y a rien, non plus, que vous puissiez faire pour le peuple américain⁴¹ ».

1. « *If I have to create stories so that the American media actually pays attention to the suffering of the American people, then that's what I'm going to do* », J.D. Vance et Dana Bash, « State of the Union », [CNN](#), 15 septembre 2024.
2. Leila Fadel, « Ohio governor pushes back on Trump's false claims about immigrants in his state », Morning Edition, [NPR](#), 12 septembre 2024.
3. La formule de « l'ennemi de l'intérieur » a été utilisée à de multiples reprises par Donald Trump durant la campagne. Il l'utilise une première fois le 20 septembre 2023 [dans l'Iowa](#) pour évoquer les démocrates Nancy Pelosi et Adam Schiff, puis lors d'une [interview](#) pour *Time Magazine* en avril 2024. Elle apparaît ensuite épisodiquement [dans ses discours en juin, août et septembre](#), avant d'en devenir un élément récurrent au mois d'octobre 2024, au cours des dernières semaines de sa campagne.
4. « When a great democracy is destroyed, it will not be from enemies from without, but rather because of enemies from within », [Discours du sénateur Joseph McCarthy](#), Wheeling, Virginie-Occidentale, 9 février 1950.
5. Marie-France Toinet, *La chasse aux sorcières, 1947-1957*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1984, p. 192.
6. Le Kennedy Center for the Performing Arts est un lieu de spectacle situé à Washington D.C. Il est le centre culturel national, qui abrite notamment à ce titre l'Opéra national de Washington et l'Orchestre symphonique national.
7. « [no more drag shows, or other anti-american propaganda](#) »
8. « [eliminate improper, divisive, or anti-American ideology from the Smithsonian and its museums, education and research centers, and the National Zoo](#) » (« Fact Sheet: President Donald J. Trump Restores Truth and Sanity to American History », [The White House](#), 27 mars 2025).
9. Voir notamment Daniel Boffey et Alexandra Topping, « "Thought crime" and cancelled elections: how do JD Vance's claims about Europe stand up? », [The Guardian](#), 14 février 2025, et William Audureau et al., « Derrière les mots de J.D. Vance à Munich : le décryptage d'un discours qui a sidéré l'Europe », [Le Monde](#), 21 février 2025.
10. William Audureau et al., « Derrière les mots de J.D. Vance à Munich : le décryptage d'un discours qui a sidéré l'Europe », [Le Monde](#), 21 février 2025.
11. Antoine Jacob, « Un homme condamné en Suède pour "incitation à la haine" après avoir brûlé des corans », [Courrier international](#), 4 février 2025.
12. Jonathan Geddes, « J.D. Vance abortion buffer zone comments "dangerous" », [BBC](#), 15 février 2025.
13. *Thoughtcrime* est traduit par « crime de pensée » dans la traduction de Céline Izoard (Jean-Jacques Rosat, « 1984 face à ses traducteurs », [En attendant Nadeau](#), 24 février 2021).
14. Karen Yourish et al., « These Words Are Disappearing in the New Trump Administration », [The New York Times](#), 7 mars 2025.
15. Carolyn Y. Johnson, Scott Dance et Joel Achenbach, « Here are the words putting science in the crosshairs of Trump's orders », [The Washington Post](#), 4 février 2025 ; Carolyn Y. Johnson, « Her research grant mentioned "hesitancy". Now her funding is gone », [The Washington Post](#), 15 mars 2025.
16. Ethan Singer, « Thousands of U.S. Government Web Pages Have Been Taken Down Since Friday », [The New York Times](#), 2 février 2025.
17. Albin Wagener, « Trump 2.0 : interdire de dire pour mieux empêcher de penser », [The Conversation](#), 14 mars 2025. Sur ce sujet, voir aussi Jason Stanley, *Erasing History: How Fascists Rewrite the Past to Control the Future*, Atria/One Signal Publishers, 2024.
18. « [Protecting the American People Against Invasion](#) ».
19. William Audureau et al., « Derrière les mots de J.D. Vance à Munich : le décryptage d'un discours qui a sidéré l'Europe », [Le Monde](#), 21 février 2025.
20. Daniel Boffey et Alexandra Topping, « "Thought crime" and cancelled elections: how do J.D. Vance's claims about Europe stand up? », [The Guardian](#), 14 février 2025.
21. Daniel Boffey et Alexandra Topping, « "Thought crime" and cancelled elections: how do J.D. Vance's claims about Europe stand up? », [The Guardian](#), 14 février 2025.

22. « [Debunking the Myth of Immigrants and Crime](#) », American Immigration Council, 17 octobre 2024.
23. Ce n'est pas la position de l'ensemble des galaxies qui gravitent autour de Donald Trump : certaines sont opposées à toute immigration. C'est le cas des suprémacistes blancs et de la branche agrégée autour de Steve Bannon, mais aussi de Stephen Miller.
24. Julia G. Young, « Making America 1920 Again? Nativism and US Immigration, Past and Present », [Journal on Migration and Human Security](#), 5 (1), pp. 217-235, 2017 ; Yuji Endo, « Nativism in the United States and President Trump's Anti-Immigration Policy », Harvard University Program on U.S.-Japan Relations, [Occasional Paper Series](#), janvier 2020.
25. Pour quelques éléments de contexte sur cette élection, voir notamment Alexandre Riou, « Annulation de l'élection présidentielle en Roumanie : un séisme à la réplique inattendue », [Fondation Jean-Jaurès](#), 12 décembre 2024 ; « Manipulation d'algorithmes et instrumentalisation d'influenceurs : enseignements de l'élection présidentielle en Roumanie et risques pour la France », rapport VIGINUM, [SGDSN](#), 4 février 2025.
26. « Trump is using election lies to lay the groundwork for challenging 2024 results if he loses », [Associated Press](#), 2 novembre 2024.
27. Michael C. Bender, « Vance, Given 5 Chances to Say Trump Lost in 2020, Takes None », [The New York Times](#), 11 octobre 2024.
28. « Manipulation d'algorithmes et instrumentalisation d'influenceurs : enseignements de l'élection présidentielle en Roumanie et risques pour la France », rapport VIGINUM, [SGDSN](#), 4 février 2025 ; William Audureau et al., « Derrière les mots de J.D. Vance à Munich : le décryptage d'un discours qui a sidéré l'Europe », [Le Monde](#), 21 février 2025.
29. Ullrich K.H. Ecker et al., « Why misinformation must not be ignored », [Am. Psychol.](#), 12 décembre 2024 ; David Colon, *La guerre de l'information. Les États à la conquête de nos esprits*, chapitre 8 : « La guerre contre l'information : la désinformation, arme de déstabilisation massive », Paris, Tallandier, coll. Essais, 2023.
30. « You can believe it's wrong for Russia to buy social media advertisements to influence your elections. We certainly do ».
31. Steven Lee Myers, Julian E. Barnes et Sheera Frenkel, « Trump Dismantles Government Fight Against Foreign Influence Operations », [The New York Times](#), 20 février 2025.
32. « even when people express views outside your own country, and even when those people are very influential ».
33. Faiz Siddiqui et Trisha Thadani, « Elon Musk put \$277 million into the election. He's \$200 billion richer this year », [The Washington Post](#), 15 décembre 2024.
34. Donald J. Trump, « Restoring Truth and Sanity to American History », [décret présidentiel EO 14253](#) du 27 mars 2025.
35. [PEN America](#), « Banned in the USA: Beyond the Shelves », 1^{er} novembre 2024.
36. John Ismay, « These Are the 381 Books Removed From the Naval Academy Library », [The New York Times](#), 4 avril 2025.
37. « shutting down people out of the political process ».
38. « Debunking the Voter Fraud Myth », [Brennan Center for Justice](#), 31 janvier 2017 ; Giselle Ruhiyyih Ewing, « North Carolina court opens door to tossing tens of thousands of votes in state Supreme Court election », [Politico](#), 4 avril 2025 ; Nick Corasaniti, « Democrats Sue President Over Executive Order on Elections », [The New York Times](#), 31 mars 2025.
39. Marlène Laruelle, « L'illibéralisme de J.D. Vance ne se contente pas de critiquer les valeurs libérales et progressives, il avance un projet politique réel », [Le Monde](#), 24 février 2025 ; Blandine Chélini-Pont, « L'Europe vue par J.D. Vance : un continent à la dérive que seul un virage vers l'extrême droite pourrait sauver », [The Conversation](#), 25 février 2025.
40. « My fellow citizens of the world: ask not what America will do for you, but what together we can do for the freedom of man. »
41. « here is nothing America can do for you; nor, for that matter, is there anything that you can do for the American people ».